

KHALED BOURAYOU, AVOCAT AU BARREAU D'ALGER :**«La justice est le miroir de vérité du système»**

La justice algérienne va mal. C'est l'avis de M^e Khaled Bourayou qui dresse, dans cet entretien, un constat lucide et sans complaisance à l'occasion de la célébration du cinquantième anniversaire de l'indépendance. Pour le professionnel du droit, l'avenir de l'Algérie passe par le respect des libertés fondamentales et l'indépendance des magistrats.

Entretien réalisé par Tarek Hafid

Le Soir d'Algérie : M^e Bourayou, après un demi-siècle d'indépendance, le citoyen a-t-il accès aujourd'hui à une justice de qualité ?

M^e Bourayou : Permettez-moi, avant de répondre à cette question, de m'arrêter sur cet événement majeur dans la vie de la Nation algérienne.

Comment a-t-on célébré le cinquantième anniversaire de l'indépendance ? Tout juste par des feux d'artifice et des ballets. Alors que cet anniversaire aurait dû être l'occasion de dresser un bilan, de faire un effort de réflexion sur le passé, le présent et l'avenir. Ce cinquantième anniversaire est la fête du peuple. Il est le seul héros de la révolution. Malheureusement, le peuple n'a pas été associé à cet événement. Il n'a même pas eu droit à un discours pour marquer cette importante étape. Il me semble que cet anniversaire a été la fête du pouvoir. La fête d'un seul héros, mais pas le peuple.

Donc, il y a une forme d'injustice même dans cette célébration ?

Tout à fait. Mais pas seulement de l'injustice, car l'injustice suppose un rapport. En fait, il y a un déphasage entre le peuple et le pouvoir. Ce pouvoir a fait l'éloge de sa gouvernance à coups de publicité coûteuse dans un journal français. Il est impératif de revenir à la déclaration du 1^{er} Novembre et à son introduction qui dit : «A vous qui êtes appelés à nous juger...». Cela signifie

que les gouvernants sont tenus de rendre des comptes au peuple.

En tant qu'homme de droit, estimez-vous que le bilan de ces cinquante dernières années soit positif ?

Un bilan est le résultat de la consolidation des réalisations passées. C'est à travers lui que l'on peut réparer les erreurs. L'Algérie dispose de tous les moyens pour réussir, les potentialités sont considérables. Mais il existe une véritable crise de gouvernance. Il suffit de voir ce que subissent les cadres. Plus personne ne veut prendre de responsabilité. Aujourd'hui, l'Algérie est le pays où toutes les institutions de l'Etat sont passées devant la justice. Il ne reste plus que la présidence de la République et le Parlement. Tout ceci nous ramène au problème de la justice. Cinquante ans après, elle a reculé. Elle est répressive, elle a perdu de son humanité. On a cru pouvoir libérer la justice par le texte, grave erreur car elle aurait dû être libérée par l'homme. Aujourd'hui, le juge n'est pas indépendant, il est lié, formaté. Je ne mets pas en question la compétence des magistrats algériens, mais je constate qu'ils vivent dans une grande psychose. Ils ont peur. Voici ce que m'inspire ce cinquantième anniversaire de l'indépendance.

Cette psychose est entretenue par le pouvoir ?

Tout est lié à la nature du système. Il a besoin d'une justice aux ordres. Qui maintienne l'ordre et qui exécute ses instructions et sa



M^e Bourayou est révolté par la justice qui devient celle du plus fort.

vision. Un parti politique a été cassé par décision de justice. Des associations ont été redressées par décision de justice. Le juge est tenu d'appliquer l'instruction. Nous ne sommes plus devant l'intime conviction mais devant l'intime instruction. La justice est le miroir de vérité du système. Je confirme encore une fois que nous avons d'excellents magistrats. Il faut juste qu'ils se libèrent.

Les réformes introduites ces dernières années dans le secteur de la justice n'ont eu aucun effet ?

C'est un leurre. Revenons aux propositions de la Commission nationale de la réforme de la justice. L'une des recommandations sur la composition du tribunal criminel, le jury devait être majoritaire. Nous constatons, aujourd'hui encore, qu'il n'y a que deux jurés. La commission a plaidé pour un statut du magistrat qui garantisse son indépendance, il n'en est rien.

Actuellement, les droits de la défense sont encore exigus par rapport à la puissance du ministère public. L'ensemble des recommandations fondamentales ont été occultées. Certes, les petites réformes permettent aux magistrats d'instruire à charge et à décharge. Mais c'est inefficace car ils agissent dans un système fermé.

La notion de justice est-elle totalement absente ?

Une justice indépendante suppose un Etat de droit. Hors, nous n'avons pas aujourd'hui d'Etat de droit pour prétendre à une justice indépendante. Un Etat de droit est Etat où est souveraine la loi, pas l'homme. Un Etat qui protège et respecte les libertés. L'Algérie n'a d'avenir que dans les libertés.

La vocation d'avocat attire-t-elle toujours les jeunes générations ?

C'est le plus beau des métiers. L'avocat cherche la vérité et il est le

seul à assurer le droit de défense face à l'accusation. Heureusement que les prétoires restent libres. Aujourd'hui, plus qu'hier, nous avons besoin de jeunes gens qui s'engagent dans ce métier. Les campagnes de harcèlement que subissent les cadres, les journalistes, l'opposition ne peuvent être confrontées qu'à travers une défense forte et libre. L'Etat de droit doit assurer les droits de l'Homme.

De mémoire d'avocat, quelle est l'affaire qui vous a le plus marqué ?

Ce sont toutes les affaires d'injustice. J'ai été marqué lorsque j'ai vu que la justice devient celle du plus fort.

J'ai été marqué lorsque des journalistes ont été mis en prison pour avoir critiqué. C'est l'injustice qui marque un homme. C'est une réalité à laquelle je suis confronté au quotidien.

Plus que par le passé ?

Oui, malheureusement. Les valeurs de recherche de la vérité ont disparu. La justice est guidée par la statistique. Le magistrat est préoccupé aujourd'hui par la statistique. Cela provoque précipitation et vitesse au détriment de la qualité.

Quelles seraient les mesures urgentes à mettre en œuvre pour sauver la justice algérienne ?

Il faut avant tout communiquer avec son peuple. Il faut le mobiliser autour d'un projet de société commun. On doit penser aux bienfaits du peuple, et non pas à ses bienfaits personnels. L'Algérie a pu mener une des plus grandes révolutions contemporaines, car le peuple y croyait.

Aujourd'hui, il faut tout lui dire. Il doit tout savoir sur ses gouvernants et leur mode de gouvernance. Le mal est dans nos gouvernants, pas dans le peuple.

T. H.

CONSEIL DES MAE DE L'UMA**La volonté de coopération sécuritaire affirmée**

Le Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'UMA, réuni lundi à Alger, a retenu l'idée de créer des observatoires par les services des pays concernés pour suivre les efforts de la lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue, le blanchiment d'argent, le trafic d'armes et d'êtres humains, les migrations clandestines et les groupes criminels.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Chacun des pays du Maghreb est invité à examiner cette perspective. Ce n'est donc pas une décision prise. D'ailleurs le Conseil, qui s'est offert de longues heures de huis clos, à l'hôtel Sheraton, ne s'est pas résolu à un plan d'action pratiqué en termes de lutte commune contre le terrorisme et le reste des fléaux qui gangrènent la sphère maghrébine. C'est à peine s'il ne s'est pas limité à faire un état des lieux, un

constat. Dans le communiqué final sanctionnant la réunion, il est fait mention de ce que «le terrorisme et le crime organisé, y compris le trafic de drogue, d'armes et d'êtres humains, les migrations clandestines, les groupes criminels armés, le financement du terrorisme sous toutes ses formes ainsi que le phénomène du blanchiment d'argent constituent des menaces pour la paix au Maghreb, en Afrique et en Méditerranée».

Ce constat établi, le Conseil a prôné, pour une lutte efficace contre la menace, une approche intégrée, préventive et coordonnée entre les pays de l'UMA dans le cadre d'une stratégie globale.

Le Conseil a également appelé à examiner la possibilité de conclure des accords entre services concernés sur les différents défis communs. Ceci en plus du renforcement des structures et mécanismes de coopération sécuritaire et d'en faire un cadre pour la mise en œuvre des stratégies de coopération.

Les ministres des Affaires étrangères de l'UMA ont appelé aussi à la démultiplication des réunions aux niveaux ministériels : un Conseil des ministres de l'Intérieur au Maroc, des Affaires juridiques et judiciaires en Libye, de la Jeunesse et des Sports à Tunis, des Affaires religieuses en Mauritanie.

Ces différents conseils interviendraient en prélude de la tenue, courant de l'année, à Tunis, du Sommet maghrébin.

Le Conseil a enfin mis l'accent sur la nécessité de mettre en place un partenariat entre les Etats de l'UMA et la région du Sahel. Au passage, il a confirmé la participation des pays de l'UMA à la prochaine conférence sur le partenariat, la sécurité et le développement dans la région du Sahel «Alger 2».

S. A. I.



Le Conseil prône une stratégie globale pour une lutte efficace contre le terrorisme.

Photo : Samir Sid

SITUATION AU MALI**Medelci croit toujours à une solution politique**

Le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, a affirmé lundi à Alger qu'il «existait de fortes chances de trouver une solution politique à la crise au Mali», expliquant qu'«après un examen minutieux de la situation prévalant dans ce pays ces dernières semaines, nous sommes arrivés à la conclusion qu'il existe de fortes chances de trouver une solution poli-

tique à la crise». Par solution politique entend, a-t-il dû spécifier, une convention maghrébine commune. Medelci, qui a réitéré les efforts de l'Algérie pour aider à une telle solution, a estimé que le dialogue entre le gouvernement et les différentes parties maliennes est nécessaire.

S. A. I.

CONDOLÉANCES

L'ensemble des journalistes du *Soir d'Algérie* présentent à leur ami et confrère Souhil Baghdadi, photographe à *El Watan*, leurs plus sincères condoléances suite au décès de son frère Makhlouf Baghdadi.

*Que Dieu le Miséricordieux accueille le défunt en Son Vaste Paradis.
«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»*